



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2801
8 avril 2022
1,50 € • DOM: 2€



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

LUTTE OUVRIÈRE

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

**Le journal
d'Arlette Laguiller**



Nathalie ARTHAUD

**LE CAMP DES
TRAVAILLEURS**

Leur société

- Smic : une hausse bien insuffisante 3
- Chômage : fausse baisse et satisfaction indécente 3
- Carburants : l'État aide les racketteurs 3
- Marche blanche à Sevran : « Justice pour JP » 4
- Logement : reprise annoncée des expulsions 4
- Psychiatrie : une situation dramatique 4
- Macron en campagne : tout flatteur vit aux dépens... 5
- Péresse : où s'arrête l'oligarchie ? 5
- Aides sociales : vers le bazar universel ? 5

Élection présidentielle

- Le 3 avril au Zénith : meeting réussi 6
- Nathalie Arthaud 7, 8, 9
- Jean-Pierre Mercier 6
- Arlette Laguiller 7
- Ghislaine Joachim-Arnaud 8

La guerre en Ukraine

- Russie : Poutine, sa guerre, et ses comparses occidentaux 10
- Butcha : la guerre est un crime de masse 11
- Mulliez-Decathlon : savoir sauvegarder l'essentiel 11
- Bases militaires : la planète cernée 11

Dans le monde

- Prix des céréales : les criminels de guerre 12
- Espagne : fausses promesses aux travailleurs, cadeaux aux patrons 12
- Climat : le capital met en danger la planète 16
- États-Unis : des travailleurs d'Amazon imposent leur syndicat 16

Dans les entreprises

- Chantiers de l'Atlantique Saint-Nazaire 13
- Éboueurs de Saint-Étienne Métropole 13
- Lycée Mozart Le Blanc-Mesnil 13
- Atalian Airbus Helicopters 14
- Hôpital de la Timone Marseille 14
- Buitoni 14
- Renault - Flins 15
- Goodyear 15
- Dassault 15

10 avril, procurations de vote

Les personnes souhaitant voter pour Nathalie Arthaud mais qui ne pourront se rendre au bureau de vote peuvent donner procuration à un autre électeur. Celui-ci devra aller voter à leur place dans le bureau concerné. Pour être mises en relation avec quelqu'un pouvant le faire, elles peuvent passer par notre site. Elles devront remplir au plus vite le formulaire. <https://www.nathalie-arthaud.info/procuration>

Votez Nathalie Arthaud, votez pour le camp des travailleurs !

L'élection de dimanche 10 avril est une comédie. La guerre en Ukraine est venue ébranler l'économie mondiale déjà plongée dans une crise profonde. Ce sont encore les travailleurs qui paieront cette aggravation de la situation. Alors, la question n'est pas de savoir lequel des candidats susceptibles d'être élus nous portera les coups, mais de nous préparer à nous défendre.

Quel que soit le président de la République, il sera du côté du grand patronat et des financiers. Le candidat le plus cynique, et par là même le plus sincère, c'est celui qui nous promet du sang et des larmes. C'est Emmanuel Macron. Parce que lui l'a dit et redit, demain il y aura moins de croissance, plus d'inflation. Et il annonce la couleur : travail des bénéficiaires du RSA pour 7 euros de l'heure et report de l'âge de la retraite à 65 ans. C'est la grande marche arrière !

Dans ce nouveau contexte, quand on entend les candidats de gauche égrener leurs belles promesses et même parler de « jours heureux », sans alerter le monde du travail, quand on entend certains affirmer que, en votant pour eux, nous sauverons nos retraites sans avoir à manifester et à nous battre, il y a de quoi être en colère, car ils désarment ceux qui les écoutent. Les travailleurs n'ont pas besoin de marchands d'illusions, ils ont besoin de lucidité.

La perspective que je défends est celle de l'organisation des travailleurs. Ma candidature est un appel à la conscience et à la mobilisation ! Je ne me présente pas pour dire qu'au pouvoir je ferai mieux que Macron, mais pour dire que les travailleurs peuvent se défendre eux-mêmes au travers de leurs luttes collectives.

Quand on discute entre nous de ce qu'il faut pour vivre, tout le monde convient qu'il faudrait 300, 400, 500 euros d'augmentation, et que 2000 euros de salaire net est un minimum. Et puis, face au retour de l'inflation, il faut remettre en avant une revendication forte du mouvement ouvrier : l'échelle mobile des salaires. Il faut indexer les salaires, les pensions et les allocations sur les prix, mois après mois, semaine après semaine si nécessaire.

Le maintien de plusieurs millions de travailleurs en dehors de l'emploi est une aubaine pour les capitalistes. Cela leur permet de tirer tous les

salaires vers le bas et d'exercer un chantage permanent sur les travailleurs.

Si nous avons, collectivement, le pouvoir de diriger les entreprises, il faudrait commencer par répartir le travail entre nous tous. Parce que, du travail, nous sommes nombreux à en avoir par-dessus la tête. Bien des travailleurs se retrouvent obligés de faire des heures supplémentaires, de travailler des samedis, des jours fériés, de faire le travail de deux parce que tel collègue, parti à la retraite, n'a jamais été remplacé... Cette charge de travail-là, il faut la répartir entre tous en imposant des embauches.

Si nous demandions au personnel des hôpitaux, des Ehpad, de l'éducation, des transports publics d'établir une liste d'embauches dont ils auraient besoin, on arriverait à des centaines de milliers d'emplois utiles et indispensables à créer tout de suite !

Et je dis à tous ceux qui estiment que ces objectifs sont souhaitables mais pas réalistes ou à tous ceux qui se demandent si la société est suffisamment riche pour cela : reprenez à votre compte la revendication de l'abolition du secret des affaires et du contrôle des travailleurs.

Lorsqu'on est conscient que la force des travailleurs ne se trouve pas dans les urnes, il faut faire un vote de combativité, un vote pour montrer son camp, sa politique, ses perspectives aux autres travailleurs. Alors, certes, ce vote sera minoritaire et à contre-courant. Mais à contre-courant de quoi ? De l'individualisme ? Du culte de l'argent ? Du nationalisme ? De la guerre ? De cette société capitaliste ? Eh bien oui, mille fois oui, parce que l'avenir de la société n'est pas de ce côté-là !

Ces idées ne peuvent devenir fortes que lorsqu'elles seront portées par des millions de travailleurs. Mais il est vital de préparer l'avenir, en les défendant contre vents et marées et en étant capables de les exprimer en toutes circonstances, y compris lors d'une élection comme celle-ci.

Et ceux qui partagent ce point de vue mais s'abstiennent de voter ne devraient pas rester silencieux. En votant pour ma candidature, ils peuvent montrer qu'il y a des centaines de milliers de travailleurs qui pensent ainsi. Alors, le 10 avril prochain, faites entendre le camp des travailleurs !

Nathalie Arthaud



Meeting du Zénith, le 3 avril.

Smic : une hausse bien insuffisante

Le ministère du Travail a annoncé une revalorisation du smic pour le 1^{er} mai d'environ 2,5 %, soit 30 euros.

Cela porte à 1300 euros net le minimum légal au vu de l'accélération de l'inflation, dont le rythme a atteint en mars +4,5% sur les douze derniers mois, un record depuis décembre 1985.

Cette nouvelle hausse du smic, après celle du 1^{er} janvier, est le résultat du mécanisme fixé par la loi en cas de forte augmentation des prix. Les revalorisations des prestations sociales qui ont lieu chaque année au 1^{er} avril seront, elles, bien

plus faibles que celle du smic. Limitées à +1,8%, les hausses de la prime d'activité, du RSA, de l'allocation adulte handicapé ou encore des allocations familiales ne correspondront même pas à la moitié de l'inflation subie depuis un an. Les revenus réels des allocataires vont donc continuer à diminuer, avec une perte de près de 15 euros par mois pour qui perçoit le montant maximum de la prime d'activité ou du RSA.

Intervenant avec retard et plus limitées que l'inflation réelle, ces quelques revalorisations automatiques prévues par la loi n'empêchent pas l'appauvrissement des familles populaires. Quant à l'ensemble des salaires, ils ne sont, eux, pas du tout indexés sur les prix. Pour la majorité des travailleurs, l'inflation entraîne forcément une baisse du pouvoir d'achat. Le quasi-blocage des salaires conduit de plus en plus de travailleurs à se retrouver au niveau du smic.

Les patrons refusent d'augmenter les salaires



sous prétexte que cela pourrait déclencher une « spirale inflationniste »... Mais force est de constater qu'il n'y a pas besoin que les salaires s'élèvent pour que les prix décollent ! L'indexation des

salaires, des allocations et des pensions sur l'évolution des prix est plus que jamais une revendication vitale pour le monde du travail.

Sacha Kami

Chômage : fausse baisse et satisfaction indécente

Macron a affirmé en conférence de presse qu'il vise le plein emploi dans le prochain quinquennat et a déjà obtenu une baisse historique du chômage.

Celui-ci serait au plus bas depuis 2008, et même depuis quarante ans concernant les jeunes. À sa suite, plusieurs ministres se congratulent et parlent même de fin du chômage !

Ces déclarations sont indécentes. Même dans l'estimation très restrictive du taux de chômage par le Bureau international du travail, celui-ci atteint près de 8% de la population et 20% des jeunes.

Les chiffres d'inscrits à Pôle emploi sont, quant à eux, accablants. 3,1 millions sont inscrits au titre de la catégorie A, c'est-à-dire sans aucune activité

et immédiatement disponibles. Ils étaient deux millions en 2008. 5,3 millions sont en catégorie A, B, C, incluant ceux qui ont une activité partielle : ils étaient environ trois millions en 2008. Et, toutes catégories confondues, 6 millions de personnes sont inscrites à Pôle emploi en France métropolitaine. Elles étaient 3,4 millions en 2008.

De plus, si des jeunes ne sont plus comptabilisés dans le chômage, c'est en partie à cause de l'explosion du nombre d'autoentrepreneurs en grande précarité. 1,1 million de microentreprises ont ainsi été créées

en 2021. Le revenu y est de l'ordre de 590 euros par mois pour les travailleurs à la tâche.

Une autre explication de la sortie des jeunes des chiffres du chômage est le nombre des contrats par alternance, qui ont explosé sous Macron, offrant au patronat une main-d'œuvre largement financée par l'État. Mais pour les jeunes, la fin du contrat signifie souvent la fin de leur emploi et le retour à la case départ.

Supprimer le chômage, oui, c'est possible. Il faut pour cela répartir le travail entre tous, sans baisse de salaire. C'est l'inverse de la politique de Macron.

Christian Bernac

Carburants : l'État aide les racketteurs

La mesure gouvernementale de remise de 18 centimes par litre sur les prix des carburants est entrée en vigueur vendredi 1^{er} avril, faisant passer, mais pour combien de temps, les prix sous la barre de 2 euros le litre.

Malgré tous les discours gouvernementaux, cette baisse reste dérisoire. Avec un prix autour de 1,8 euro le litre, ce sont seulement une dizaine d'euros par plein que les automobilistes économisent. Mais nombre de travailleurs sont à 10 euros près. Aussi, dès vendredi 1^{er} avril, les automobilistes ont afflué dans les stations, mettant plusieurs d'entre elles à sec, signe du peu de confiance qu'ils ont dans la longévité de cette baisse. On les comprend : si cette remise est certes annoncée jusqu'au 31 juillet, rien d'ici là ne contraint les trusts pétroliers, les grossistes et les raffineurs qui comme Total encaissent cette remise à ne pas faire remonter leurs prix.

La baisse début avril a d'ailleurs été quelque peu amplifiée par la baisse des cours mondiaux. Ainsi les prix à la pompe ont baissé en une semaine en moyenne de 23 centimes. Dans les semaines à venir, les pétroliers pourront tout aussi bien augmenter leurs prix au prétexte que les cours mondiaux seront de nouveau à la hausse, tout en continuant à encaisser les 18 centimes gouvernementaux. Cette

remise faite aux raffineurs et autres grossistes apparaîtra alors comme ce qu'elle est en réalité, une subvention, un cadeau que leur fait le gouvernement : l'État les aide à vendre leurs produits malgré leurs prix prohibitifs, sans qu'ils touchent à leurs marges. Ils rackettent le consommateur et l'État, et les trois milliards budgétés par le gouvernement pour cette remise iront grossir leurs bénéfices.

Il y a un peu plus d'un an, le prix des carburants oscillait entre 1,2 et 1,4 euro. Déjà Total faisait des profits colossaux. Les prix actuels annoncent de nouveaux records, même avec la remise « maison », publicitaire, de 10 centimes supplémentaires, annoncée par ce trust.

Total, comme Engie, comme tous les trusts capitalistes de l'énergie et des matières premières, joue sur les déséquilibres des marchés, sur les pénuries pour augmenter leurs bénéfices. Cela s'appelle des spéculateurs et, en temps de guerre, des profiteurs de guerre. Il faut les exproprier, les nationaliser sans indemnités ni rachat.

Serge Benham

FÊTE 2022 de LUTTE OUVRIÈRE

Week-end de l'Ascension
vendredi 27
samedi 28
dimanche 29
mai

à PRESLES (Val d'Oise)

Meeting avec **NATHALIE ARTHAUD**
samedi et dimanche à 15 heures

concerts
bibliothèques
arboretum
débat et expos
cinémas
cité des arts
carrousel de la connaissance
sciences
accrobranche
cité médiévale
espaces jeunes

fete.lutte-ouvriere.org

27, 28 et 29 mai : la Fête de Lutte ouvrière

La Fête de Lutte ouvrière aura lieu le week-end de l'Ascension, vendredi 27, samedi 28 et dimanche 29 mai 2022.

Les cartes d'entrée sont disponibles en pré-vente au tarif de 15 euros (25 euros sur place), auprès de nos militants et bientôt sur le site <https://fete.lutte-ouvriere.org/>

Marche blanche à Sevran : **“Justice pour JP!”**

Samedi 2 avril, une marche blanche a réuni plus de 300 personnes entre Aulnay-sous-Bois et Sevran, en Seine-Saint-Denis, pour rendre hommage à Jean-Paul Benjamin, dit « JP », abattu par un policier sept jours auparavant lors d'un contrôle routier.

Chauffeur indépendant, « JP » était en litige avec le prestataire de livraison de colis qui refusait de lui payer des jours de salaire et avait conservé la fourgonnette de service en attendant la régularisation. Le patron de l'entreprise ayant porté plainte, le véhicule avait d'abord été signalé comme volé. Samedi 26 mars, en milieu de journée, dans des conditions qui restent à préciser, un policier de la brigade anticriminalité (BAC) a tiré sur le conducteur alors que celui-ci redémarrait, le blessant mortellement.

Pendant près de cinq jours, dans le quartier des Beudottes à Sevran et dans d'autres villes de Seine-Saint-Denis, des affrontements ont alors eu

lieu entre la police et des jeunes. Ceux-ci réclamaient que justice soit faite et exprimaient leur colère face à des violences policières plus que coutumières dans le département. Il suffit de repenser à l'affaire de Théo, ce jeune resté handicapé après avoir été violenté par un policier en février 2017, déjà dans la même ville d'Aulnay-sous-Bois.

Lors de la marche blanche du 2 avril, trois cent cinquante personnes sont venues soutenir la famille endeuillée et exprimer leur révolte face au comportement des policiers. Lycéens, professeurs, AESH, jeunes travailleurs ou habitants du quartier brandissaient des banderoles ou portaient des T-shirts avec le slogan : « Justice pour JP! ».



La marche blanche à Sevran.

Le policier de la BAC a été, une fois n'est pas coutume, mis en examen pour violences volontaires ayant entraîné la mort sans

intention de la donner. C'est un premier désaveu de la version officielle avancée dans un premier temps. Cependant le combat de la

famille et de ses soutiens pour réclamer vérité et justice pour Jean-Paul ne fait que commencer.

Correspondant LO

Logement : reprise annoncée des expulsions

Depuis le 1^{er} avril, avec la fin de la trêve hivernale, ceux qui n'arrivent plus à payer leur loyer risquent à nouveau d'être expulsés de leur logement.

Cette trêve avait été prolongée jusqu'au 10 juillet en 2020 et jusqu'au 31 mai en 2021. Mais, pendant ce temps, les tribunaux prononçant les expulsions locatives n'avaient pas molli, et beaucoup de jugements n'ont pu être exécutés. Ainsi, en 2020, le nombre de ménages condamnés à être expulsés et ayant pu rester provisoirement dans leurs murs avait doublé. Chaque retard donnant lieu à une indemnisation du propriétaire, la police a mis les bouchées doubles : en 2021, en quatre mois, 12 000 expulsions ont eu lieu.

Avant l'épidémie de Covid, le nombre d'expulsions était en augmentation constante, année après année, malgré les différents plans des gouvernements successifs

censés atténuer les choses. Le record de 16 700 expulsions manu militari avait été atteint en 2019, et deux à trois fois plus de ménages avaient sans doute été expulsés, certains partant d'eux-mêmes pour éviter que leurs enfants voient arriver la police. Cette année, un nouveau record va-t-il être battu ?

Payer le loyer, avec les charges locatives qui grimpent en flèche, avec l'essence et l'alimentation qui augmentent aussi, devient quasiment impossible pour beaucoup de familles des classes populaires. S'il est nécessaire d'indexer les salaires sur les prix, avec un minimum de 2 000 euros net, c'est aussi pour que le droit au logement ne reste pas un mot creux.

Jean Sanday

Psychiatrie : une situation dramatique

Macron vient d'annoncer le 5 avril la mise en place du dispositif MonPsy déjà dessiné en septembre 2021 aux Assises de la psychiatrie.



À l'époque, la pandémie lui aurait montré combien la santé mentale avait été négligée car « pendant longtemps, les moyens n'avaient pas été à la hauteur ». Alors, ni une ni deux, le gouvernement allait créer 800 postes dans les centres médico-psychologiques (CMP) et rembourser huit séances chez le psychologue sur présentation d'une ordonnance médicale ! Le ministre de la Santé, Olivier Véran, avait annoncé la mise en place d'un nouveau numéro national de prévention suicide. Avec cela, Macron

avait parlé d'« avancée historique » !

Mais les discours ne changent rien à l'affaire et à la situation dramatique justement de la santé mentale dans le pays. C'est ce qu'ont tenu à dire 2 000 psychologues dans une pétition publiée dans le journal *Le Monde* du 29 mars. Ils y rappellent que la prise en charge des malades se fait non seulement dans les CMP mais aussi et surtout dans les hôpitaux « qui ne sont plus en capacité d'effectuer leur mission... parce que les gouvernements

successifs les ont laissés progressivement déperir ».

Les signataires dénoncent les fermetures de lits : leur nombre a quasiment diminué de moitié entre 1970 (100 000 lits) et 2019 (55 300 lits). Et c'est sans parler de la misère des centres médico-psychologiques où il faut attendre des mois pour obtenir un rendez-vous, voire un an et demi dans les départements les plus défavorisés comme la Seine-Saint-Denis, Macron le reconnaissant lui-même. Quant aux médecins psychiatres, ils étaient près de 16 000 en 2019 mais, austerité oblige, leur nombre devra avoir diminué de près de 10 % dans dix ans...

La santé mentale manque de tout, comme d'ailleurs tous les secteurs de la santé. Macron en campagne fait mine de le découvrir mais sa démagogie ne trompe personne. Car c'est bien la politique de tous les gouvernements, sans oublier les siens, qui est responsable de cet état de choses qui se paye en drames et en souffrances pour des millions de personnes.

Cédric Duval

Macron en campagne : tout flatteur vit aux dépens, etc.

Macron a beau avoir donné toute satisfaction au grand patronat, il lui faut tout de même trouver des voix pour se faire réélire les 10 et 24 avril

Sa politique cinq ans durant, ses annonces violemment antipopulaires sur le recul de l'âge de départ en retraite et l'obligation de travail pour les allocataires du RSA ont certes assuré le président d'un bon socle de voix de droite. Mais il lui faut aussi en chercher sur sa gauche. Samedi 2 avril, à l'Arena La Défense à Paris, l'orateur n'a donc pas été économe de sa salive. On a ainsi appris que Macron ne se résoudra « jamais à ce qu'on puisse faire des économies sur les plus faibles ».

C'est pourtant précisément ce qu'il a fait durant son mandat et ce qu'il promet de continuer à faire. Parlant du scandale des Ehpad, il a osé dire que « les vies des personnes âgées valent plus que les profits », alors que c'est l'État qui a organisé, facilité, financé et masqué cette pompe à finances sur le dos des anciens. Après avoir injurié les enseignants, bloqué leurs salaires, réduit leurs moyens et supprimé des postes, le candidat les a fait applaudir et les a même qualifiés d'artisans de la

République.

Derrière cette accumulation de mensonges sans vergogne et de déclamations estampillées républicaines, sociales et laïques, il n'y a rien de concret. En matière de pouvoir d'achat, il a promis de relever jusqu'à 6 000 euros le plafond d'exonération de la « prime Macron »... à condition que les patrons veuillent bien la verser!

En fait, Macron n'a pu trouver dans son bilan que deux mesures étiquetées « de gauche », l'extension de la PMA et celle du congé paternité. Politiquement, il répète qu'il est le meilleur rempart contre l'extrême



droite, comme il l'avait déjà dit en 2017, en promettant même de réduire son influence. Cinq ans ont passé et non seulement l'extrême droite a progressé électoralement, mais le gouvernement et bien des médias ont repris une partie de son discours. Macron et les siens ne sont pas une protection contre elle, ils lui pavent la route.

Cette comédie fonctionnera, ou pas, au premier ou au deuxième tour. Derrière ses postures et ses roucoulements, ses mensonges et ses envolées faisandées, il reste une certitude : Macron est un homme du grand patronat dont les travailleurs n'ont que des coups à attendre. Ils ont payé cinq ans durant pour le savoir.

Paul Galois

Pécresse : où s'arrête l'oligarchie ?

Valérie Pécresse, candidate de droite à l'Élysée, a fait le 15 mars une proposition qu'elle considère elle-même comme audacieuse : loger les réfugiés ukrainiens dans les résidences confisquées aux oligarques russes. Elle ne sait pas combien l'idée mérite d'être développée !



Une des propriétés de François Pinault dans les Yvelines.

Puisqu'il serait somme toute moral de loger les réfugiés ukrainiens dans les propriétés mal acquises par les oligarques russes, pourquoi

s'arrêter en chemin ? Il y a des riches voleurs de toutes les nationalités et sous toutes les latitudes. Ils possèdent de vastes propriétés, le plus

souvent vides, partout dans le monde et dans les plus beaux paysages de France par exemple.

Ily a pareillement des migrants de tous les pays, des mal-logés et des SDF, français ou non, avec ou sans papiers, qui ne demandent qu'un toit. Combien d'entre eux pourrait-on mettre au chaud dans les châteaux de la famille Dassault, les manoirs de Bolloré, les palaces de Bernard Arnault, les résidences de François Pinault et jusqu'aux demeures plus modestes évidemment, mais ouvertes de bon cœur n'en doutons pas, de Valérie Pécresse ?

Pourtant, alors même que cette dernière venait enfin, après trente ans de vie publique, de découvrir comment soulager immédiatement la misère de millions de mal-logés de ce pays, sa proposition n'a pas fait florès. Ni les médias ni ses concurrents n'ont abondé

dans son sens. Et elle-même n'y est pas revenue.

Saisir sans contrepartie les biens des possédants pour soulager ceux qui n'ont rien est une opération des plus rares. Les révoltés du Moyen Âge l'ont tenté à maintes reprises. Ils commençaient par éventrer les gras évêques, avant de finir eux-mêmes étripés, roués, brûlés vifs par les soudards des nobles. On peut aussi citer Saint-Just, commissaire à l'armée du Rhin en 1794, exigeant qu'on prenne, sous 24 heures, dix mille paires de souliers aux aristocrates de Strasbourg pour chauffer les soldats de la République qui combattaient pieds nus. Il fut guillotiné peu après. À Paris en 1871, les communards avaient réquisitionné logements et ateliers, vivres et vêtements des propriétaires réfugiés à Versailles. Les ancêtres de madame Pécresse les ont fait fusiller. La Révolution

russe a exproprié les possédants, à l'échelle d'un continent et pour longtemps. Les Pécresse de tous les pays en tremblent encore.

Valérie Pécresse s'abrite derrière le fait que les oligarques russes, pas en odeur de sainteté actuellement, sont des voleurs, des menteurs, des pilleurs de fonds publics. Mais elle oublie que c'est le cas de tous les grands propriétaires de cette terre, à commencer par les bons capitalistes légaux et certifiés de l'Ouest parisien et de la banlieue chic qui sont ses terres d'élection.

Dans ces milieux, poser la question des biens mal acquis, c'est au moins manquer de savoir-vivre. On devrait tout de même le savoir lorsqu'on a, comme Pécresse, fait ses études à l'ENA et que l'on s'est dépensée de cabinets ministériels en salons bourgeois.

P. G.

Aides sociales : vers le bazar universel ?

Pour la mise en place de la réforme de l'aide au logement à partir de janvier 2021, le gouvernement a appelé à l'aide le cabinet de conseil McKinsey. Ce cabinet a beau avoir été grassement payé pour cela, 3,88 millions d'euros, cette réforme a occasionné et occasionne toujours, après plus d'un an de mise

en route, de nombreux problèmes dans le traitement des dossiers d'allocation logement.

Des paiements erronés, des indus injustifiés sont monnaie courante. Des bugs informatiques, des astuces, des « forçages » sont utilisés pour tenter d'obtenir un juste paiement. Les informaticiens, les techniciens des

caisses d'allocations familiales (CAF) ne savent plus quoi faire. Les allocataires se déplacent aux guichets pour tenter d'avoir des explications sur la diminution du taux, la suppression de leurs droits, alors que leur situation familiale et professionnelle est inchangée.

En revanche, le gouvernement et son cabinet de

conseil ont réussi une chose : l'objectif de cette réforme était de faire des économies sur le dos des familles, et le résultat est de 1,1 milliard d'euros.

Le candidat-président Macron ne s'arrête pas en si bon chemin puisqu'il parle d'intégrer les différentes prestations dans le cadre d'un « revenu universel

d'activité » qui se baserait sur un « revenu social de référence ». Ainsi, après avoir mis le bazar dans les CAF, veut-il l'étendre aux autres organismes sociaux, toujours pour faire baisser les prestations sociales aux familles ? C'est ce que l'expérience des CAF peut faire craindre.

Correspondant LO



NATHALIE ARTHAUD

LE CAMP DES TRAVAILLEURS

lutte
ouvrière

Le 3 avril au Zénith: un meeting réussi

Près de 4 000 personnes sont venues de tout le pays soutenir la campagne de Nathalie Arthaud, au Zénith de Paris-La Villette, dimanche 3 avril.

Dans une ambiance enthousiaste, la salle, où volaient des centaines de drapeaux rouges, reprenait slogans et chants révolutionnaires. Six porte-parole de notre candidate, parmi les quarante qui l'accompagnaient à la tribune, sont intervenus avant Jean-Pierre Mercier et Nathalie

Arthaud.

Éric Pecqueur, ouvrier à Toyota, dans le Nord, et Michel Piot, de Renault Trucks, dans le Rhône, ont expliqué comment l'explosion des profits des grands groupes allait de pair avec la dégradation des conditions de travail. Claire Rocher, infirmière à l'hôpital de Dijon, a rappelé la

politique criminelle de l'État durant la pandémie, l'abandon de la santé publique et la profonde révolte que suscite une société capable de tels méfaits. Louise Fève, cheminote à Strasbourg, a relaté la profonde hypocrisie de la SNCF lorsqu'elle prétend s'occuper des réfugiés ukrainiens. Sébastien Benoît, ouvrier aux chantiers navals de Saint-Nazaire, a dit combien les travailleurs qui l'entourent, de quarante

nationalités différentes, sont l'image même du prolétariat mondial, rivé à une même chaîne, réuni par une même exploitation et porteur d'une même révolte. Enfin Cathy Van Cauteren, ouvrière chez Safran en région parisienne, a raconté comment deux cents travailleurs de son usine tiennent tête au patron depuis huit semaines.

Ces quelques interventions reflétaient à la fois la vie de la classe ouvrière et

la volonté de lui donner une expression politique par notre présence militante. Un message vidéo d'Arlette Laguiller, empêchée d'assister au meeting, et un autre de Ghislaine Joachim-Arnaud pour Combat ouvrier, envoyé des Antilles, allaient suivre, avant que Jean-Pierre Mercier puis Nathalie Arthaud reviennent sur les raisons de notre campagne.

Jean-Pierre Mercier: "Vive le communisme, et vive la classe ouvrière!"

[...] Le terrain déterminant sur lequel se joueront les affrontements futurs entre le patronat et la classe ouvrière, ce seront les grandes entreprises, principales citadelles du capitalisme. Et c'est en prenant les citadelles que l'on gagne les grandes batailles.

Bloquer une grande entreprise, c'est paralyser l'économie d'une ville ou d'une région entière, c'est instaurer un certain niveau de rapport de force. De ces grandes entreprises dépendent des dizaines de sous-traitants qui peuvent être gagnés par la grève.

Mais l'objectif des révolutionnaires n'est pas d'arrêter la production, c'est que les travailleurs dirigent eux-mêmes les usines et, au-delà, la société tout entière. Le

jour où les travailleurs dirigeront cette société, elle arrêtera de marcher sur la tête!

Chez Toyota, Sanofi, aux Chantiers de l'Atlantique, à Airbus, Safran ou Dassault, quand on entraîne ses camarades dans la grève, c'est à la grande bourgeoisie que l'on s'affronte, au Medef, au CAC40, ceux qui dirigent la société dans son ensemble.

Quand la classe ouvrière renouera avec les luttes et avec la conscience de classe, il sera vital que, dans ces centres névralgiques du capitalisme, il y ait des communistes révolutionnaires qui auront su s'y implanter et y faire vivre leurs idées.

Il est interdit d'y faire de la politique, d'y diffuser des tracts ou d'organiser une réunion politique. C'est

par peur de voir les idées de la lutte de classe s'implanter dans les ateliers et les bureaux que le patronat y interdit la politique. Mais il s'est toujours trouvé des militants ouvriers pour militer dans la classe ouvrière. Cette petite flamme ne s'est jamais éteinte et, même dans la période de recul que nous vivons, nous restons convaincus que cette petite flamme mettra un jour le feu à la plaine et embrasera le monde entier!

Sous la pression des luttes du mouvement ouvrier, le patronat a dû céder le droit pour les travailleurs de former des syndicats. Mais la bourgeoisie a réussi à les dévoyer, à les intégrer à tel point que les directions des grandes confédérations syndicales ont fini par devenir, ouvertement pour les unes, de façon dissimulée pour les autres, des instruments de défense de l'ordre social existant. Ces responsables syndicaux partagent avec le patronat la volonté affirmée d'empêcher les travailleurs de faire de la politique.

Lutter pour l'augmentation des salaires n'est pas contradictoire mais complémentaire avec le fait de lutter pour l'abolition du salariat et de la propriété privée. Karl Marx, dès 1848, l'a exprimé dans le *Manifeste du Parti communiste*: «Les communistes combattent pour les



intérêts et les buts immédiats de la classe ouvrière, mais ils défendent et représentent en même temps l'avenir du mouvement», c'est-à-dire des perspectives révolutionnaires. Ce sont toujours des militants politiques qui ont créé et animé les syndicats, qu'ils soient anarchistes, socialistes ou communistes.

Même dans les périodes de recul du mouvement ouvrier organisé, de démoralisation des travailleurs comme aujourd'hui, il nous revient de garder nos idées bien vivantes. Et plus encore dans les périodes de remontée des luttes, où la présence de révolutionnaires sera décisive pour ne pas voir les combats des travailleurs menés dans une impasse.

Le rôle des militants communistes est de populariser et faire connaître cette idée fondamentale que les travailleurs ont la force de changer et diriger le monde.

Cela commence aujourd'hui par apprendre à diriger leurs luttes et leurs organisations, pour que les grèves et les syndicats soient dirigés de bas en haut et non pas de haut en bas!

Les forces de la classe ouvrière sont intactes. Sans le monde du travail rien ne fonctionnerait! Ce qui lui manque, c'est la confiance dans sa force collective. Il faut restaurer cette conscience et que, dans les luttes de demain, il y ait suffisamment de militants communistes, femmes et hommes, pour que ces luttes ne soient pas trahies et dévoyées comme elles l'ont été tant de fois par le passé.

La classe ouvrière a connu peu de victoires et beaucoup de défaites, mais cela n'entame en rien notre confiance: l'avenir lui appartient!

Vive le communisme, et vive la classe ouvrière!



Nathalie Arthaud : "Cette guerre nous concerne. Nous avons déjà un pied dedans"

Biden et derrière lui Macron et les autres dirigeants des pays de l'OTAN répètent qu'ils ne sont pas en guerre contre la Russie. Formellement, ils ne le sont pas. Mais ils fournissent renseignements, missiles et drones à l'armée et aux milices ukrainiennes après les avoir aidées et formées depuis huit ans. Dans les faits, ils mènent la guerre contre la Russie avec la peau des Ukrainiens. Et nous risquons une escalade guerrière. [...]

Jusqu'à présent, la guerre était loin. Elle était en Irak, en Libye, en Syrie, en Afghanistan ou encore au Mali.

Parce qu'elle se déroulait sur un autre continent, parce que les morts, les destructions et les camps de réfugiés n'étaient que des images à la télé, la guerre restait une abstraction pour nous. Et c'est le cas encore

de la guerre sanglante qui se mène au Yémen depuis huit ans et qui a fait plus de 380 000 morts!

Mais n'oublions pas que nos grands-parents, nos parents et les plus âgés d'entre nous ici ont connu la guerre d'Algérie, la guerre d'Indochine voire la Deuxième Guerre mondiale.

Et il y a trente ans, ce n'était pas Marioupol qui était bombardé mais Sarajevo, Dubrovnik et aussi Belgrade, pilonné durant 78 jours par les avions de l'OTAN en 1999, épisodes dramatiques de la guerre fratricide qui a fait exploser la Yougoslavie.

Alors, oui, la menace se rapproche. Parce que le capitalisme et la guerre sont indissociables. Parce qu'une société qui engendre des inégalités ahurissantes, un luxe inimaginable d'un côté, le dénuement absolu

de l'autre, une société où la concurrence et les rivalités sont les moteurs de l'économie ne peut vivre que par la guerre!

Depuis des années, les États-Unis et, derrière eux les impérialismes de moindre importance, dont la France, préparent l'opinion à la possibilité d'une guerre contre la Chine! Et depuis 2014 au moins, l'idée d'une guerre impliquant la Russie était présente! Ne serait-ce parce que la guerre dans le Donbass se poursuivait, guerre qui a fait plus de 14 000 morts!

Alors répéter en boucle que Poutine est devenu fou et qu'on ne l'avait pas vu venir est une réécriture de l'histoire: il y a un bras de fer entre le camp impérialiste et la Russie de Poutine depuis des décennies.

Le fait est que, depuis trente ans, l'OTAN a exercé une pression constante pour que les pays voisins de la Russie adhèrent à l'OTAN. L'OTAN a ceinturé la Russie de bases militaires équipées de missiles. C'est la politique impérialiste des États-Unis, de l'OTAN et des puissances occidentales qui a fait de l'Ukraine le théâtre de leur bras de fer avec la Russie. Et que ce soit Poutine qui ait pris l'initiative d'envahir l'Ukraine n'y change rien.

Maintenant, le nombre de soldats américains en Europe est passé de 70 000 à 100 000, l'OTAN déploie ses bataillons un peu partout en Europe, le porte-avions français est déployé en Méditerranée. Et tous les États sont en train de se réarmer.

Cette course spectaculaire à l'armement démontre que tous les pays impérialistes, leurs généraux, leurs diplomates, préparent les futures boucheries. Ils sont les pires ennemis des travailleurs.

Contre la guerre, la révolution!

Toute l'histoire du capitalisme et de la bourgeoisie est l'histoire des guerres: guerre d'extermination contre les Indiens pour l'or de l'Amérique du sud; traite des êtres humains et mise en esclavage; guerres

d'unification nationale; guerres de l'opium pour ouvrir les portes de la Chine; guerres coloniales...

Plus les trusts grandissaient, plus ils étouffaient dans leurs frontières nationales et plus les guerres étaient généralisées, jusqu'à ce que toute l'humanité soit plongée dans deux guerres mondiales.

Le prolétariat a donc toujours été confronté à la guerre. Tantôt enrégimenté dans les bagnes industriels, tantôt dans les armées. Tantôt chair à profits, tantôt chair à canon. Les deux ont toujours été entremêlés.

En France, la Commune de Paris de 1871 naquit à l'issue d'une guerre entre le Second Empire de Napoléon III et la Prusse. Au cours du siège imposé à Paris, le petit peuple réalisa qu'il n'avait pas seulement pour ennemi la Prusse de Bismarck, mais aussi son propre gouvernement qui l'envoyait se faire tuer tout en négociant avec la Prusse et qui laissait le petit peuple mourir de faim.

Et le 18 mars 1971, ce fut l'insurrection qui donna naissance à la Commune de Paris, le premier pouvoir ouvrier au monde, qui se voulait une République universelle des travailleurs.

[...]

Quand nous affirmons que la seule issue favorable pour les peuples viendra de la classe ouvrière, cette perspective n'est pas une chimère!

Toutes les guerres prennent les travailleurs au dépourvu, mais plus la guerre dure, plus les dégâts et les souffrances s'accumulent. Plus les fauteurs et les profiteurs de guerre sont visibles aussi, suscitant la colère et la révolte. Plus celles et ceux qui payent la guerre de leur peau cherchent une issue par leurs propres moyens.

Cela s'est déjà produit, justement en Russie et en Ukraine, il y a un peu plus de cent ans. Parce que c'est la révolution des ouvriers, des soldats et des paysans de l'empire tsariste qui a mis un terme aux combats de la Première Guerre



mondiale sur le front Est. Un an plus tard, cette révolution contagieuse a contribué à la mutinerie des soldats et des marins allemands qui firent tomber l'empereur, sonnante la fin de la boucherie qu'avait été la guerre de 14-18.

La Révolution russe a montré que les exploités pouvaient aussi décider du sort de la guerre. Car ceux qui manient les armes, la plupart du temps des hommes du peuple, des ouvriers, des exploités, peuvent aussi décider de les faire taire.

Alors non seulement les travailleurs sont capables d'arrêter les guerres, mais au cours de leur combat, ils sont capables d'établir leur propre pouvoir. Et à partir de ce pouvoir, ils peuvent mener une politique internationale, non pas pour discuter et négocier avec les brigands qui dirigent, mais pour s'adresser aux travailleurs révoltés des autres pays et pour construire, avec eux, un autre monde!

Réunion publique de Nathalie Arthaud

Rouen

**Vendredi 8 avril à 19 heures
Salle de l'Hôtel Mercure
12 bis rue Aristide-Briand**



Le message d'Arlette Laguiller

Ne pouvant être parmi vous, je vous adresse mon salut fraternel. Je suis très fière et très heureuse d'entendre Nathalie Arthaud poursuivre dans cette campagne le combat communiste et révolutionnaire qui est celui de toute ma vie. [...] Je m'adresse en particulier aux plus jeunes



d'entre vous pour vous dire de ne pas brider votre révolte, de ne pas renoncer à vos idées et de vous engager pour changer le monde.

Nathalie Arthaud : "La lutte de classe est notre boussole"

Dans ce nouveau contexte, quand on entend les candidats de gauche égrener leurs belles promesses et même parler de « jours heureux », sans alerter le monde du travail, quand on entend Jean-Luc Mélenchon affirmer qu'en votant pour lui nous sauverons nos retraites sans avoir à manifester et à nous battre, il y a de quoi être en colère car ils désarment ceux qui les écoutent.

Même si un miracle électoral survenait et que Mélenchon arrive au pouvoir, il ne pourrait rien faire contre le grand patronat et contre les financiers, sans la force sociale que représentent les travailleurs quand ils se battent.

Aucun homme, seul, qu'il soit locataire de l'Élysée, de la Maison-Blanche ou à la tête de je ne sais quel gouvernement, ne peut incarner le rapport de force avec la grande bourgeoisie et se faire craindre d'elle. Seul le monde du travail mobilisé par millions et conscient de sa force peut le faire.

Les travailleurs n'ont pas besoin de marchands d'illusions, ils ont besoin de lucidité. Alors il faut dire aux nôtres, à l'opposé de tous ceux qui posent en sauveurs suprêmes, que nous, travailleuses et travailleurs avons la force de changer notre sort nous-mêmes.

Notre force est collective, elle vient de ce que nous produisons toutes les richesses, tous les profits et tous les capitaux que la bourgeoisie accapare. Notre force est que nous faisons tourner toute la

société.

S'il y avait demain un nouveau variant du Covid, un variant sélectif ne s'attaquant qu'aux grands actionnaires parasites et les forçant à se confiner, la société continuerait de tourner sans eux, sans leur spéculation et leurs coups tordus, et elle tournerait mieux!

Résumer notre pouvoir au vote, c'est renoncer à utiliser la force collective et sociale de la classe ouvrière. C'est remettre notre sort entre les mains des institutions de l'État. C'est remettre notre sort à la grande bourgeoisie qui domine tout l'édifice. Et ne pas préparer les travailleurs au combat revient de fait à les livrer pieds et poings liés à leur ennemi! Le capitalisme, c'est la lutte de classe. Et la lutte de classe demain sera plus féroce encore.

Le grand patronat sait mener ce combat. Il a son armada de chefs et de sous-chefs, son armada de politiciens aussi qui sont toujours là pour justifier ses décisions. Pour se protéger, les travailleurs ne peuvent compter que sur eux-mêmes, sur leur conscience, sur leur mobilisation et sur leur détermination. Le simple fait d'entendre des politiciens dire que tout cela n'est pas nécessaire et même dangereux est à l'opposé de leurs intérêts.

La lutte de classe dans les entreprises doit être notre boussole politique. Il n'y a pas de juste milieu: le capitalisme, ou bien on le combat jusqu'à sa destruction ou on



finir par s'y intégrer et devenir un de ses rouages.

C'est ce qui mène Mélenchon à se réjouir que Dassault vende des avions Rafale... Ce qui conduit Roussel et Hidalgo à être solidaires des efforts diplomatiques de Macron! Et c'est ce qui convertit Jadot l'écologiste au vert kaki de l'uniforme militaire et au réarmement.

Alors la question n'est pas quel président sortira du chapeau. La question est de savoir si les travailleurs réussiront ou non à s'organiser pour défendre leur droit à l'existence.

La perspective que je défends est celle de l'organisation des travailleurs. Ma candidature est un appel à la conscience et à la mobilisation! Je ne me présente pas pour dire qu'au pouvoir

je ferai mieux que Macron. Je me présente pour dire que les travailleurs doivent viser le renversement de la bourgeoisie et de son État. Ils doivent viser l'instauration de leur propre pouvoir. Pas seulement pour assurer la retraite à 60 ans ou un meilleur salaire, mais pour changer toute la société!

Notre programme, un programme de lutte

Alors, même si nous nous sentons dépassés par l'ampleur de la tâche, si nous nous sentons désarmés et impuissants face à la guerre et à ses conséquences, la première étape est de nous donner une politique et un parti capables de rassembler le monde du travail autour de l'idée qu'ils doivent se préparer à se battre. C'est de nous munir d'un programme de lutte pour protéger nos conditions d'existence.

[...]

2000 euros de salaire net, c'est un minimum pour ne pas avoir à compter chaque euro et pour ne pas vivre dans l'angoisse que sa voiture ne tombe en rade ou que l'on ait un pépin de santé.

[...]

Face au retour de l'inflation, il faut remettre en avant une revendication forte du mouvement ouvrier: l'échelle mobile des salaires. Il faut indexer les salaires, les pensions et les allocations sur les prix, mois après mois, semaine après semaine si nécessaire. Mais il ne faut pas accepter que les étiquettes

valent sans que notre seul moyen de vivre augmente dans les mêmes proportions.

Tous les chefs d'entreprise ont ce pouvoir de répercuter l'augmentation de leurs charges sur leurs prix, de sorte que leurs bénéficiaires ne soient pas amputés; les salariés n'ont pas ce pouvoir-là; le seul moyen de protéger un peu son pouvoir d'achat, c'est donc l'indexation automatique des salaires sur les prix parce que, dans tous les cas, ce n'est pas aux travailleurs de faire les frais de leur économie délirante!

[...]

Depuis qu'il est à l'Élysée, Macron n'a cessé de faire passer les chômeurs pour des fainéants. Il a réduit leurs allocations, parce qu'il suffirait de traverser la rue pour trouver du travail! Et il veut maintenant obliger les allocataires du RSA à travailler 15 ou 20 heures par semaine... Tout est fait pour laisser entendre que les chômeurs refusent de travailler. C'est aussi le but des campagnes du patronat prétendant qu'il n'arrive pas à recruter malgré ses propositions d'emplois.

[...]

Alors oui, le monde du travail a une politique à défendre en matière de chômage, c'est de répartir le travail entre tous, c'est d'arracher la baisse du temps de travail de façon à ce qu'il n'y ait plus aucun chômeur.

Il faut travailler moins, et travailler tous!

Ghislaine Joachim-Arnaud, au nom de Combat ouvrier: "Des luttes à élargir"

[...] Depuis huit mois, les travailleurs de la santé manifestent, tiennent des meetings et organisent des actions de protestation. Depuis huit mois, les piquets de grève demeurent devant quasiment tous les établissements de santé. D'autres secteurs sont en lutte. Il est urgent d'élargir ces luttes en une lutte collective, générale, offensive contre la

classe capitaliste et ses gouvernements successifs. De cette façon, la conscience de classe peut se renforcer chez toujours plus de travailleurs. Ainsi se construira le parti communiste révolutionnaire des travailleurs et se prépareront la révolution sociale et la prise du pouvoir politique des travailleurs qui changeront le monde.



Nous appelons tous les travailleurs et ceux qui défendent en priorité les intérêts de la classe ouvrière à voter et à faire voter pour notre candidate Nathalie Arthaud, en Guadeloupe, en Martinique, en Guyane, chez tous nos frères de classe d'outre-mer et de France.

"Mettre fin à l'omerta patronale"

L'abolition du secret des affaires permettrait de faire la transparence sur les circuits de l'argent. Cette transparence montrerait comment les gros se gavent sur les petits, comment les donneurs d'ordre augmentent leurs marges en étranglant leurs sous-traitants, comment les grands groupes échappent aux impôts avec leur savant édifice de filiales, de sous-filiales... et comment les banquiers se conduisent comme de véritables patrons vis-à-vis des artisans commerçants qui se croient indépendants mais qui passent leur vie à rembourser leur crédit!

L'abolition du secret des affaires est une revendication dans laquelle peuvent se retrouver beaucoup de travailleurs indépendants, parce qu'eux aussi, ils sont baladés de mensonges en mensonges par le grand capital. Et pour les salariés elle sera décisive.

Si les salariés s'emparent de cette revendication et se mobilisent pour exercer leur propre contrôle sur les comptabilités et les contrats, ils mesureront l'ampleur de l'exploitation. Ils verront que les bas salaires ne sont là que pour assurer de gros bénéfices et de gros dividendes! Ils réaliseront que tout ce qui est jugé impossible aujourd'hui, embaucher, augmenter les

salaires, ralentir les cadences ou travailler moins et payer les retraites, est parfaitement réalisable!

Avec l'abolition du secret des affaires, on mettrait fin à l'omerta dans les entreprises. Cette omerta qui a permis au groupe d'Ehpad Orpea d'organiser tout un système pour détourner de l'argent public, quitte à maltraiter et même affamer ses résidents! Cette omerta qui permet au grand patronat de polluer, d'épuiser les ressources et de saccager la planète! Et pour y mettre fin, nul besoin de commissions d'enquête et autres autorités de contrôle, il suffira de s'appuyer sur ceux qui, dans les entreprises, ne sont pas aveuglés par la rentabilité du capital: les travailleurs! [...]

À ce jour, dans ce pays, la principale contribution des classes populaires à l'effort de guerre, c'est le racket quotidien qu'elles subissent sur le prix du pétrole et du gaz. Le secteur énergétique est une formidable source d'enrichissement et de spéculation pour la grande bourgeoisie. Total, Engie et leurs concurrents sont des profiteurs de guerre.

Aujourd'hui, pas un seul gazoduc venu de Russie n'est coupé. Et c'est la même chose pour le pétrole. L'absence que l'on nous vend à

la pompe a été achetée il y a plusieurs mois par les compagnies pétrolières. Mais les prix affichés à la pompe, eux, s'alignent sur le cours du baril de pétrole actuel. Rien ne justifie de telles hausses si ce n'est la spéculation.

Il est vital pour le monde du travail de connaître et de rendre public le détail de ces contrats commerciaux.

Ce qui vaut pour l'énergie est encore plus spectaculaire pour l'armement. Depuis le début de la guerre, tous les pays européens ont annoncé des augmentations de leur budget militaire.

Il n'y avait pas le moindre euro en réserve pour faire fonctionner les hôpitaux, il y a des centaines de milliards immédiatement disponibles pour des avions de guerre et des missiles. Pour le bonheur de Thales, de Dassault et des autres marchands d'armes, dont le cours des actions s'est envolé.

Et les 100 milliards de rallonge pour l'armée allemande donnent déjà lieu à une bataille entre Dassault et Lockheed Martin pour savoir qui aura le marché des avions de combat, des Rafale ou des F-35 américains. Plus que jamais, les chefs d'État se transforment en agents commerciaux des marchands d'armes.

Au lendemain de la

Première Guerre mondiale, Anatole France avait écrit: « On croit mourir pour la patrie, on meurt pour les profits des industriels. » Eh bien pour ne pas mourir pour les profits des industriels, il faut populariser l'idée du contrôle ouvrier sur les capitalistes de l'énergie et ceux de l'industrie militaire.

Pour s'opposer aux sacrifices imposés au nom de l'union sacrée, notre mot d'ordre doit être: confiscation des bénéfices de guerre et expropriation des entreprises travaillant pour la guerre comme celles de l'énergie. Pas un euro pour les marchands de canons! Pas un euro pour gaver les actionnaires de Total!

Voter Nathalie Arthaud, c'est affirmer la nécessité de se battre et de renverser le capitalisme!

Je sais qu'au dernier moment beaucoup de ceux qui sont d'accord avec l'idée que le capitalisme nous mène dans l'impasse choisiront de faire ce qu'ils croient être un vote utile à gauche. Un peu comme on jette une bouteille à la mer. En se disant que de toute façon, ça ne peut pas faire du mal.

Eh bien si, cela peut faire du mal car le monde du

travail se réveille toujours de ses illusions électoralistes avec la gueule de bois. L'électoratisme conduit à la résignation et à la passivité. Lorsqu'on est conscient que la force des travailleurs ne se trouve pas dans les urnes, il faut faire un vote militant, un vote pour montrer son camp, sa politique, ses perspectives aux autres travailleurs.

Alors, certes, nous sommes à contre-courant. Mais à contre-courant de quoi? De l'individualisme? Du culte de l'argent? Du nationalisme? De la guerre? Eh bien oui, mille fois oui, parce que l'avenir de la société n'est pas de ce côté-là!

Nos idées ne peuvent devenir fortes que lorsqu'elles seront portées par les masses. Mais il est vital de préparer l'avenir, en les défendant contre vents et marées et en étant capables de les exprimer en toutes circonstances, y compris lors d'une élection comme celle-ci.

C'est dans ces périodes de troubles qu'il faut tenir. C'est le seul moyen d'offrir une perspective politique le moment venu, et c'est ce qu'illustre l'histoire des révolutionnaires qui ont tenu le choc en 1914: d'abord emprisonnés, ils sont sortis de prison pour se retrouver à la tête d'une révolution. Parce que, oui, une idée révolutionnaire peut avoir des conséquences formidables!

Alors le 10 avril prochain, faites entendre le camp des travailleurs.

* Vous direz que les emplois, les salaires, les pensions, doivent passer avant les cours boursiers et les dividendes des grandes fortunes

* Vous direz que l'argent doit aller aux services utiles à la population: aux hôpitaux, aux maisons de retraite, aux écoles et aux universités, aux logements et aux transports publics.

* Vous rejetterez le racisme et le nationalisme, ces idéologies qui dressent les travailleurs les uns contre les autres.

* Contre les guerres: vous affirmez que le sort des peuples ne doit pas rester aux mains des gouvernements impérialistes, de leur diplomatie, de leurs états-majors.

* Contre cette société folle vous direz: à bas le système capitaliste qui ne profite qu'à une minorité privilégiée et qui nous pousse dans le mur!



Russie :

Poutine, sa guerre et ses comparses occidentaux

À Moscou, des voitures arborent un Z, cette lettre peinte en grand sur les blindés et transports de troupe russes en Ukraine. Mais là où elle apparaît le plus, c'est sur les bus, les trams ainsi que sur les engins de chantier, des véhicules qui dépendent peu ou prou de l'administration.

Cela n'a rien d'étonnant. Depuis six semaines qu'il a lancé ses troupes sur l'Ukraine et sa population, Poutine s'efforce que la population russe ne voie la réalité qu'en kaki et n'entende qu'un son de cloche : celui des fameux carillons du Kremlin.

Le char de la propagande guerrière

Chaque soir, les journaux télévisés déroulent la litanie des communiqués officiels sur « l'opération spéciale » en Ukraine. Les médias indépendants du pouvoir, eux, ont dû se taire sous la pression des tribunaux. Leurs journalistes restent certains sur YouTube ou Tweeter ; et les réseaux sociaux, lorsqu'ils n'ont pas été fermés tels Facebook ou Instagram, donnent une information non censurée. Mais cela reste une goutte d'eau dans un océan de mensonges.

Une partie de la population n'a nulle sympathie pour Poutine, sa guerre et son cortège d'horreurs. Mais elle sait, pour l'avoir vérifié, que le pouvoir ne tolère aucune critique. Les rares qui s'y sont essayés dans les hautes sphères l'ont payé de leur mise à l'écart, et à l'ombre parfois. Les tribunaux frappent systématiquement les 15 000 manifestants que la police a arrêtés au début de la guerre, comme d'autres contestataires qui avaient signé une pétition, collé une affiche ou diffusé un tract dénonçant cette guerre et le régime. Les condamnations tombent : jusqu'à près d'un mois de salaire pour les plus chanceux, quinze jours de prison pour ceux qui le sont moins, et des peines bien plus lourdes quand l'infraction retenue est le dénigrement des forces armées, voire la trahison de l'État. Dans ces conditions, il ne faut pas s'étonner que beaucoup ne parlent de la situation qu'avec des personnes de confiance, de crainte « d'en prendre pour quinze jours ».

Et il y a l'effet des sanctions occidentales sur la situation sociale et économique. De grandes entreprises étrangères ont fermé, ou le prétendent, mais continuent de faire des affaires. D'autres, russes ou étrangères, mettent à profit la situation pour imposer du chômage, comme dans l'automobile. Partout l'activité a ralenti fortement, avec comme conséquence une chute du pouvoir d'achat des salariés, alors que le taux de change du rouble a dévisé et que les prix flambent, surtout dans les grandes villes et sur des produits de base comme le sucre.

Poutine conforté par la politique impérialiste

Mais, alors que les grandes puissances multiplient les sanctions contre la Russie, prétendant que cela doit la forcer à négocier, la situation ainsi créée joue plutôt en faveur de Poutine.

Ces sanctions frappent en effet plus lourdement le Russe de la rue, ou le « migrant » tadjik, moldave ou ukrainien venu gagner quelques roubles en travaillant en Russie, que l'oligarque ou le haut bureaucrate que sa fortune met à l'abri du besoin pour longtemps. Or la population constate que l'Occident la met dans le même sac que le régime. Sanctionnée par les gouvernants européens et américains pour une guerre fratricide qu'elle n'a pas voulue et dont elle ne voit pas ce qui pourrait y mettre un terme, elle se trouve rejetée dans le camp de « son » État et de « ses » privilégiés, les nantis de l'oligarchie et de la haute bureaucratie. C'est cela qui la pousse, pour un temps que l'on peut espérer le plus bref possible, mais avec plus d'efficacité que toute la propagande officielle, à faire bloc avec ce régime dont elle est la première victime depuis des décennies.

Il faut prendre avec des



Convoi russe en Ukraine.

pincettes les sondages qui affirment, tel celui du Centre panrusse d'opinion publique (pro-Kremlin), que 74% des Russes soutiennent l'opération militaire de Poutine, dont la cote de popularité aurait ainsi grimpé de 62% à 80%. Mais les sondages du centre Levada, indépendant du Kremlin, font le même constat.

La cause en est bien moins la politique de Poutine que celle des États membres de l'OTAN. Pour l'heure, malgré les milliers de jeunes conscrits et engagés tombés en Ukraine et malgré, à l'arrière, la baisse du niveau de vie, « l'opération spéciale » de Poutine le sert auprès de la population bien plus qu'elle ne le dessert.

La situation lui a permis de resserrer les rangs dans les milieux du pouvoir et de la richesse. Dans un climat de citadelle assiégée, il a fait taire ceux des magnats des affaires et des dirigeants qui le critiquaient. Mais il y a quand même eu des défections, telle celle d'Anatoli Tchoubaïs, parti se réfugier en Turquie. Ancien vice-Premier ministre et père des réformes de marché ayant livré l'économie soviétique à une foule de pillards de la bureaucratie et précipité le pays dans le chaos et la misère, Tchoubaïs est un des dirigeants russes les

plus haïs. Nul doute que le chef du Kremlin cherchera à mettre à son actif sa fuite et celle de quelques autres pour essayer de renforcer son emprise politique et policière sur la Russie et ses habitants.

Les dirigeants des États occidentaux, qui font la guerre à Poutine avec la peau des Ukrainiens, ne sont pas mécontents de montrer qu'ils sont les maîtres véritables du monde. Mais cela ne les gêne pas non plus que le maître du Kremlin conforte son régime, alors que la guerre pourrait l'ébranler au risque de déstabiliser l'ordre mondial. Tandis que les négociations vont leur train en coulisses, peu importe aux dirigeants occidentaux, à Poutine et à ses oligarques,

ou à Zélenky et aux siens, que dans leur bras-de-fer périssent en masse des soldats russes, des soldats et des civils ukrainiens.

C'est cet enfer que ces dirigeants et leur système font vivre aux populations de l'ex-Union soviétique. Un autre avenir serait possible, on en a eu une illustration dans le passé de cette région, il y a un siècle. Au cours de la révolution de 1917 et de la guerre civile qui suivit, les travailleurs, les soldats, les paysans de Russie et d'Ukraine avaient su s'unir contre leurs propres dirigeants, leurs propres exploités. Cette leçon vaut plus que jamais aujourd'hui, non seulement pour les peuples de cette région, mais pour ceux du monde entier.

Pierre Laffitte

Deux brochures sur l'Ukraine

- Il y a sept ans, le 6 mars 2015, lors d'un Cercle Léon Trotsky, Lutte ouvrière analysait le conflit dans lequel était déjà plongée l'Ukraine.

L'exposé a été publié sous le titre : *Un quart de siècle après l'éclatement de l'URSS, le peuple ukrainien victime des rivalités entre l'impérialisme et la Russie de Poutine*. On peut le consulter sur notre site : [https://www.lutte-ouvriere.org/documents/archives/\[1\]cercle-leon-trotsky/article/un-quart-de-siecle-apres-l](https://www.lutte-ouvriere.org/documents/archives/[1]cercle-leon-trotsky/article/un-quart-de-siecle-apres-l)
Pour le commander, envoyer deux timbres à 1,43 euro.

- *La Question ukrainienne* de Léon Trotsky.
Prix : 1 euro - envoi contre deux timbres à 1,43 euro.

Butcha : la guerre est un crime de masse

Les images du massacre de Butcha dans la banlieue de Kiev, abondamment diffusées par les médias, ont suscité une indignation et un sentiment d'horreur bien justifiés. Les gouvernements occidentaux s'en sont aussitôt emparés pour justifier la mise de la Russie au ban et renforcer leur posture de prétendus démocrates combattant le boucher Poutine.

Le massacre de plusieurs centaines de civils, femmes et hommes assassinés devant leurs portes, sur leur vélo, parfois ligotés ou enterrés dans des fosses communes, est révoltant. Il montre les atrocités dont est capable une armée occupant et assiégeant des zones habitées, se heurtant à l'hostilité d'une population qu'elle prétendait « libérer des nazis », arrêtée par une résistance plus grande que prévue et enragée d'être contrainte au

repli. Quelles que soient les dénégations des dirigeants russes, et sans préjuger du niveau de commandement qui les a ordonnés, c'est bien leur armée qui semble responsable de ces assassinats. De Grozny en Tchétchénie à Alep en Syrie, l'ex-agent du KGB Poutine a largement montré qu'il pouvait imposer sa politique avec brutalité et mépris de la vie humaine, y compris aux Russes civils ou militaires.

Mais il faut une saignée dose de cynisme aux

dirigeants occidentaux pour se poser en colombes de la paix et réclamer la comparution de Poutine devant un tribunal international pour « crime de guerre ». Qu'est-ce pour eux qu'une guerre normale, respectant le prétendu « droit international » et où commence le « crime de guerre » ? Du Vietnam à l'Irak, de la Syrie à l'Afghanistan, toutes les guerres américaines se sont accompagnées de massacres de civils et d'atrocités sans nom. Quelques-uns ont choqué le monde : massacre de My Lai au Vietnam en 1968, tortures et viols dans la prison d'Abou Ghraïb, et assassinats de milliers de civils en Irak dans les années 2000. Combien de civils ont été tués dans les bombardements américains sur

Belgrade, Bagdad, Tripoli, Mossoul ? Combien de civils palestiniens ont été tués dans les bombardements récurrents de l'armée israélienne sur la bande de Gaza ? Combien de civils, d'enfants et de vieillards, l'ont été lors du massacre de Sabra et Chatila en 1982 au Liban par les phalangistes chrétiens alliés à l'armée israélienne ? Et l'armée française n'est pas en reste. Les huit années de la guerre d'Algérie ont connu bien plus de représailles contre des villages algériens, de regroupements forcés dans des camps et de bombardements au napalm que de batailles rangées entre militaires. Au Rwanda, en 1994, l'armée française a soutenu jusqu'au bout les génocidaires hutus. Plus

récemment, des militaires français ont violé en Centrafrique. D'autres, au Mali, ont tué des dizaines de civils en ouvrant le feu sur des véhicules, sur un mariage.

Voilà quelques épisodes glorieux des dirigeants occidentaux pour maintenir coûte que coûte leur ordre mondial tout en prétendant défendre la démocratie. Ces atrocités ne sont pas des bavures. Elles sont inhérentes à des guerres d'occupation, conduites par des soldats chauffés à blanc et poussés à tuer, sous les ordres d'officiers méprisant les populations. Si Poutine est bien un criminel, Biden, Macron, leurs prédécesseurs comme les grands bourgeois dont ils défendent les intérêts le sont au même titre.

Xavier Lachau

Mulliez-Decathlon : savoir sauvegarder l'essentiel

On peut se demander pourquoi la famille Mulliez, implantée en Russie avec trois de ses enseignes, a fait le choix d'y maintenir Auchan et Leroy Merlin, et a annoncé cesser les activités de Decathlon.

Les deux premières sociétés réalisent là-bas un chiffre d'affaires important, 3,1 milliards d'euros pour Auchan sur un total mondial de 32 milliards, et 4,2 milliards pour Leroy Merlin sur 23,4 milliards dans le monde. De plus, les deux enseignes s'approvisionnent très majoritairement sur le marché russe, jusqu'à 90% pour Auchan. C'est tout l'inverse pour Decathlon qui, avec 60 magasins, importe pratiquement 100% de ses approvisionnements et réalise un chiffre d'affaires de 320 millions d'euros, soit 2,3% des 13,8 milliards réalisés dans

70 pays avec 1 747 magasins.

C'est ce qui fait de Decathlon l'enseigne du groupe Mulliez la plus implantée à l'échelle mondiale et la plus sensible aux pressions internationales quant à son image de marque. Et c'est sans compter avec les ventes en ligne qui ont décollé ces trois dernières années pour atteindre 21% du chiffre d'affaires global et qui contribuent à l'explosion de la marge bénéficiaire sur laquelle se rémunèrent les actionnaires : + 66% en 2021.

Il est probable que les activités de Decathlon continueront en Russie, sous une forme ou sous une autre. Mais en annonçant quitter la Russie avec une enseigne tout en maintenant les deux autres, les Mulliez font en fait un calcul financier qui préserve au mieux leurs intérêts à l'échelle du groupe.

Philippe Logier

Bases militaires : la planète cernée

Les États-Unis disposent de 600 à 800 bases militaires dans le monde, dont certaines se confondent avec des bases de l'OTAN, mais pas toutes. Sur ces bases, de tailles diverses mais dont certaines sont immenses, stationnent 200 000 soldats, soit 10% des effectifs militaires des États-Unis.

Les dirigeants américains disent défendre le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Ce n'est pas ce qui les a inspiré pour établir ces postes avancés. Ainsi, la célèbre base de Guantanamo a été imposée à Cuba par les États-Unis en 1901, sans limitation de durée, moyennant un modique loyer, et il est avéré que ni le gouvernement ni le peuple cubain n'en veulent. Le régime castro n'accepte d'ailleurs pas d'encaisser les loyers.

Dans l'île d'Okinawa, au sud du Japon, la population est exaspérée par le comportement de voyous de nombre de militaires de la base. Ceux-ci ont été en quelques années responsables de 6 000 crimes et délits, dont 66 meurtres et 139 viols. Des manifestations et un référendum ont exigé le départ de la base... sans succès, car le gouvernement



Diego Garcia, base militaire britannico-américaine.

japonais veut son maintien.

Un autre cas est le petit atoll de Diego Garcia, au milieu de l'océan Indien. Vestige des temps coloniaux, ce minuscule territoire appartient à la Grande-Bretagne, qui permet aux États-Unis d'y entretenir une base militaire de grande taille. L'île Maurice, évidemment bien plus proche, revendique ce territoire. Bien qu'un tribunal international lui ait reconnu ce droit, la Grande-Bretagne et les États-Unis maintiennent cette base. Les habitants de cette île, à peine 2 000 à 3 000 personnes, ont été déportés en 1973 vers les Seychelles et l'île Maurice avec

interdiction de revenir, apparemment en application du droit de l'impérialisme à disposer d'un peuple !

La France, plus modestement, possède une demi-douzaine de bases, surtout en Afrique, et la Grande-Bretagne en possède un peu moins, dont deux importantes à Chypre. Tout cela complète le quadrillage de la planète par les puissances impérialistes, attentives à surveiller leurs anciens empires coloniaux et à être prêtes pour la prochaine guerre. Pour empêcher celle-ci, il faudra vraiment que « le monde change de base » !

André Victor



Decathlon en Russie.

Prix des céréales : les criminels de guerre

La guerre en Ukraine et les sanctions imposées à la Russie ont provoqué une explosion du prix des céréales sur le marché mondial. Des pays comme l'Égypte, la Somalie ou le Mozambique, très gros importateurs de blé russe ou ukrainien, pourraient connaître des famines à court terme.

L'Ukraine et la Russie sont des greniers pour la planète. Ils fournissent 30% des importations mondiales de blé et 17% du maïs. Une quarantaine de pays pauvres, parfois très peuplés, importent massivement du blé de Russie ou d'Ukraine. Pour l'alimentation comme pour toutes les marchandises, la guerre actuelle met en lumière l'interdépendance de tous les pays. Une fermeture durable de la mer Noire par où transitent les céréales, une réduction voire une impossibilité de réaliser les semis de printemps en Ukraine à cause de la guerre, le refus de la Russie de livrer son

blé en rétorsion aux sanctions que les Occidentaux lui ont imposées, pourraient provoquer une pénurie de céréales.

La menace est réelle. Mais, en cette fin d'hiver, les récoltes ont été engrangées, une large partie des stocks ont quitté l'Ukraine et pourtant, depuis le 24 février, le cours du blé a augmenté de 35%. Cette augmentation résulte exclusivement des opérations de spéculation menées par les courtiers du secteur, les Américains Cargill ou ADM, le Franco-Suisse Louis-Dreyfus ou encore le suisse Glencore. Anticipant sur d'éventuelles pénuries,

pariant sur la prolongation de la guerre, ils achètent à la Bourse de Chicago ou de Genève, puis revendent avec une plus-value des stocks de blé déjà récolté.

Ces opérations spéculatives ont des conséquences immédiates. L'Égypte, premier importateur mondial, achète plus de 10 millions de tonnes de blé par an et doit se réapprovisionner régulièrement sur le marché. En mars, elle a renoncé à des achats de blé à cause des prix exorbitants. Les produits de base, fruits, légumes, céréales et le pain du marché libre, ont augmenté de 20% en février. Ces hausses font

mécaniquement plonger des millions d'Égyptiens dans la pauvreté et les privent parfois d'un repas. Au Mozambique, le prix de la tonne de blé est passé en un mois de 300 à 450 dollars. Au prix du blé s'ajoutent ceux du pétrole et du gaz, indispensables pour mouliner la farine, fabriquer les pâtes ou d'autres aliments. En quelques semaines, le prix du pain a augmenté de 12%. Le secrétaire général de l'ONU redoute « un ouragan de famine en Afrique ».

L'Égypte, le Mozambique et des dizaines d'autres pays pauvres avaient connu des émeutes de la faim en

2009 et 2010 après la crise des subprimes. Les surcoûts imposés par les spéculateurs, véritables criminels de guerre, contraignent les gouvernements de ces pays à s'endetter un peu plus auprès du FMI pour financer leurs importations, et à sacrifier d'autres dépenses utiles à la population.

Les dirigeants occidentaux prétendent punir Poutine et les oligarques avec leurs sanctions économiques. En réalité, ceux qui paieront sont les travailleurs et les pauvres, en Russie comme dans le monde entier.

Xavier Lachau



Récolte de blé au nord de Kiev.

ANATOLI STEPANOV/FAO

Espagne : fausses promesses aux travailleurs, cadeaux aux patrons

En Espagne, l'augmentation des prix a atteint en mars 10% sur un an, soit un des taux les plus élevés en Europe. L'essence, en particulier, est arrivée à 2 euros le litre, mais ce sont aussi tous les prix de la vie courante qui se sont envolés, comme ceux de l'huile, des produits frais ou encore du gaz.

Face à cette situation d'urgence, si le gouvernement de coalition de Pedro Sanchez, dans lequel on trouve des ministres de Unidas Podemos (Podemos et Izquierda Unida), gesticule beaucoup, c'est toujours en fin de compte au bénéfice du patronat.

Depuis le début de l'année, le gouvernement a pris des mesures « historiques », élevant le salaire minimum à 1 000 euros en février, ce qui représentait une augmentation de 3% sur un an. Tout aussi historique est la vitesse à laquelle cette augmentation est rongée par l'inflation. Fin mars, un paquet d'aides de 6 milliards a été mis en place : baisse du prix des carburants à la pompe, crédits d'impôt et autres aides fiscales, qui profiteront surtout aux grandes entreprises. Le gouvernement promet aussi d'interdire les licenciements pour les

prochains mois ou de limiter l'augmentation des loyers à 2%, sans que l'on puisse croire que cela limitera la casse.

En 2021, les prix de l'électricité avaient déjà battu des records, augmentant de 5 ou 6 fois, et le gouvernement avait pris des mesures, prétendument pour calmer les marchés et limiter la rapacité des entreprises. Malgré cela, les factures des foyers ont continué de monter, alimentant ainsi les profits des trois plus importants fournisseurs d'énergie, qui ont empêché deux milliards de plus que l'année précédente. Quant aux licenciements, s'ils avaient déjà été interdits en principe pendant le Covid, la mesure n'a jamais été appliquée.

Dans les milieux populaires on en est maintenant réduit à faire comme on peut. On évite de cuisiner trop longtemps pour ne

pas trop utiliser le gaz, de prendre la voiture pour le travail, quitte à passer des heures en transports en commun, ou bien on n'allume pas le radiateur. Le gouvernement fait l'apologie de la débrouillardise individuelle, ce qui revient à avouer son impuissance.

Les salariés et les petits patrons de secteurs très particuliers comme les pêcheurs et les camionneurs se sont mobilisés. Après plusieurs jours de grève en mars, voyant que les étals des magasins fondaient, le gouvernement a négocié... mais il ne l'a fait qu'avec



Manifestation syndicale.

les grandes entreprises du secteur, d'ailleurs pas particulièrement favorables au mouvement, et en oubliant qu'une des principales revendications de celui-ci était justement liée à l'attitude de ces mêmes grandes entreprises qui obligent les conducteurs à

travailler à perte ! Le gouvernement « le plus progressiste de l'histoire », comme ses composantes aiment à le présenter, fait dans le très classique : fausses promesses aux travailleurs et vrais cadeaux aux patrons.

Adrien Baye

Lisez Lutte de classe, revue de l'Union communiste internationaliste



Au sommaire du n° 223 (avril 2022):

- La guerre en Ukraine, nouveau pas vers une guerre générale ?
- La société russe et la guerre fratricide de Poutine
- Haïti : quand des travailleurs relèvent la tête !
- Financiarisation de la santé :
- le cas des hôpitaux
- Ehpad, le miroir du capitalisme sénile
- La campagne de Nathalie Arthaud :
 - Circulaire électorale
 - Clip de campagne

Prix : 2,50 euros - Envoi contre cinq timbres à 1,43 euro.

Chantiers de l'Atlantique Saint-Nazaire : **un accident grave**

Jeudi 31 mars, un grave accident de travail s'est produit au chantier naval de Saint-Nazaire. Vers 19 h 30, un ouvrier en quart d'après-midi a été violemment projeté en l'air à la suite d'une explosion qui s'est produite sous ses pieds.

Ce travailleur, qui se déplaçait sur une allée de circulation, est passé au-dessus d'un regard sous lequel s'était accumulé du gaz provenant d'une canalisation fuyarde. Après avoir été évacué vers l'hôpital en état d'urgence absolue, il a été admis en réanimation. Toujours hospitalisé aujourd'hui, il risque de graves séquelles irréversibles. Les sentiments des travailleurs se partagent entre l'émotion, l'inquiétude, notamment pour l'état de santé du collègue hospitalisé, et la colère. Les travailleurs de son atelier, particulièrement vétuste, s'inquiètent des risques qu'ils ont encourus jusqu'à et qui demeurent, malgré

le discours rassurant de la direction. Mais il y a aussi de la colère devant l'absence d'investissement dans cet atelier datant des années 1950, que la direction a laissé se délabrer d'une manière particulièrement visible et préoccupante; et de la colère vis-à-vis d'une direction de l'atelier dont la principale préoccupation, dès le lendemain de l'accident, a été de remettre en route la production coûte que coûte.

D'ailleurs, dès le lundi 4 avril, la direction mettait tout en œuvre pour fournir du gaz à cet atelier de découpe au chalumeau. Incapable de remettre en service le réseau de gaz centralisé, tant il est fuyard,

la direction a fait installer des cadres mobiles de gaz en plein milieu, à proximité des flammes de chalumeau et des postes de travail. La distribution provisoire du gaz vers les postes de travail a été réalisée avec des flexibles, raccordés au mépris des règles de sécurité en vigueur. Les responsables avaient d'ailleurs du mal à garder leur contenance devant les travailleurs et les délégués qui leur demandaient des comptes sur la sécurité de l'installation provisoire. À leurs pieds, le câble de masse assurant la protection anti-flamme des paniers de bouteilles de gaz traînait sur le sol sans être raccordé.

Les économies d'entretien, qui sont la cause la plus probable de cet accident, ne sont pourtant pas perdues pour tout le monde. Le chantier naval vient en effet d'enregistrer pour l'année



CHANTIERS DE L'ATLANTIQUE

2021 un bénéfice jamais atteint depuis des décennies, proche du montant de la masse salariale des 3200 embauchés directs des Chantiers de l'Atlantique. Cette profusion d'argent rend particulièrement révoltants les manquements d'une direction qui a choisi consciemment de faire courir des risques aux salariés pour grossir ses résultats.

Le lundi suivant l'accident, tout à son cynisme, la direction s'adressait à

l'ensemble du chantier en déclarant: «L'ensemble des vérifications et actions sur les réseaux gaz de l'atelier, nécessaires à sa réouverture, a été réalisé. Une explication complète de la situation a été donnée aux salariés de l'atelier.»

Cette explication désinvolte n'a pas suffi à faire redémarrer la production par les travailleurs de l'atelier où s'est déroulé l'accident.

Correspondant LO

Éboueurs de Saint-Étienne Métropole : en grève pour se faire respecter

Du mardi 29 mars au lundi 4 avril, les éboueurs de Saint-Étienne Métropole ont fait une semaine de grève. Démarrée dans le principal dépôt, elle s'est étendue aux autres les jours suivants.

Pas un camion n'est sorti, et cela s'est très vite vu dans les rues: comme quoi, quand ceux qui font tout tourner se croisent les bras, plus rien de marche...

Le mécontentement a explosé sur des contraintes supplémentaires qu'on veut imposer aux éboueurs, comme le port d'un casque qu'ils jugent inutile, lourd

et inconfortable, ou l'achat de camions à gaz qui sentent mauvais, fait sans leur demander leur avis alors qu'ils sont les premiers concernés. Ils réclamaient aussi des hausses de salaire et des primes. Enfin, les travailleurs voulaient que le recours aux contrats précaires cesse, comme les CDD signés parfois pour

une seule semaine.

Après des discussions entre certains responsables syndicaux et la mairie, au cours desquelles rien de concret n'a été obtenu, la reprise a été votée. Il y a surtout des promesses pour les négociations à venir et les éboueurs restent vigilants, beaucoup pensant qu'ils devront se mobiliser à nouveau bientôt. En attendant, ils sont heureux d'avoir posé leurs revendications et réclamé le respect. Et puis, pendant la



grève, certains agents de la mairie, qui prennent le travail au même endroit que les éboueurs, sont venus

aux nouvelles: de quoi leur donner envie de s'y joindre la prochaine fois.

Correspondant LO

Lycée Mozart – Le Blanc-Mesnil : riposte à une direction méprisante

Depuis la rentrée scolaire de septembre 2021, le personnel du lycée Mozart du Blanc-Mesnil, en Seine-Saint-Denis, a affaire à un chef d'établissement aussi autoritaire que méprisant.

Fort du soutien que le recteur de l'académie de Créteil lui avait apporté en personne lors de son arrivée, il pense avoir carte blanche pour se comporter en tyran.

Le chef d'établissement

incarne ainsi la volonté du rectorat de faire taire une équipe enseignante qui se mobilise régulièrement contre la dégradation continue des conditions de travail. La colère des enseignants s'est exprimée

après un énième dérapage du chef en conseil d'administration les accusant de «faire chier leur monde» et les traitant de «petits», choquant aussi bien les parents que les élèves présents. Du lundi 28 mars au jeudi 31, une part significative de l'équipe a cessé le travail. Le mercredi, de nombreux collègues se sont rendus au service départemental du

rectorat pour interpeller des responsables et leur signifier qu'ils n'accepteraient plus cette situation; une occasion de vérifier que ceux-ci étaient faits du même bois et justifiaient les agissements du proviseur. Le lendemain, ce dernier a cependant dû à contre-cœur envoyer ses excuses à chacun. Dans la foulée, les grévistes obtenaient une

audience au rectorat ainsi que la visite d'un CHSCT, ce qui met la direction dans l'embarras.

Fiers de s'être fait respecter, les enseignants restent vigilants et se préparent à mener d'autres combats, notamment sur la question des moyens, largement insuffisants pour faire face à la rentrée prochaine.

Correspondant LO

Atalian – Airbus Helicopters : grève pour les salaires

Lundi 4 avril, les travailleurs du nettoyage (femmes de ménage et déchetterie) de l'entreprise Atalian du site Airbus Helicopters à Marignane se sont mis en grève pour les salaires.

Ils n'en peuvent plus des hausses de prix, avec un salaire qui ne permet plus de vivre. Le mécontentement s'accroît : toujours plus de travail, un vestiaire ou des sanitaires en plus à nettoyer, des tournées à rallonge. Au début de la pandémie, les femmes de ménage avaient dû faire grève pour obtenir des gants, et certains intérimaires n'avaient ni blouse ni chaussures de sécurité. Pendant la pandémie, Atalian a facturé des travaux dits « spéciaux », en particulier de désinfection. Ce que ces travaux avaient de « spéciaux », c'est qu'ils

étaient plus risqués pour les femmes de ménage... mais sans être plus payés.

On sait que dernièrement Atalian a dû payer 15 millions d'euros pour clore des poursuites pour fausses factures, payer 460 000 euros à Vinci, se soumettre à ses frais (pour une autre affaire) à des audits de l'Agence française anticorruption. Mais ces amendes, ce n'est quand même pas aux travailleurs d'Atalian d'en faire les frais avec leurs salaires insuffisants.

À l'appel de la CGT, les travailleurs du nettoyage se sont donc rassemblés à



Travailleurs d'Atalian à Marignane, le 5 avril.

6 heures le matin du 4 avril et ont commencé à distribuer à toutes les entrées un tract expliquant leurs revendications, rencontrant un bon accueil de la part des travailleurs d'Airbus. La direction a envoyé des gardiens leur dire de partir deux cents mètres plus loin sur un rond-point, l'un d'eux a pris en photo le piquet de grève et la banderole, a

relevé le nom d'une déléguée, mais les grévistes ont tenu bon : « Si la direction veut que nous partions, qu'ils nous donnent satisfaction. » Ces gardiens qui exécutaient les ordres se disaient en même temps solidaires des femmes de ménage, et la direction d'Airbus a appelé la police... qui est restée devant les grévistes sans toutefois intervenir.

Mardi 5 avril, à Carrefour Grand Littoral, et mercredi 6 à l'usine STMicroelectronics de Rousset, les travailleurs d'Atalian étaient appelés à la grève par la CGT. Il y a quelques semaines, ils avaient fait grève dans cette usine et obtenu satisfaction, mais ils tenaient à se remobiliser par solidarité.

Correspondant LO

Hôpital de la Timone – Marseille : le personnel de nuit contre les 12 heures

Au bâtiment de Pédiatrie de l'hôpital de la Timone, à Marseille, depuis des mois le bruit court dans plusieurs services que la direction prépare le passage des équipes en horaires de 12 heures. Les équipes de nuit, dont les horaires de 10 heures sont déjà pénibles, y sont résolument opposées car cela bouleverserait leur vie et les épuiserait encore plus.

Les agents ont donc fait une pétition qui a recolté 120 signatures, et ils sont allés à vingt la remettre à la direction, accompagnés par la CGT, réaffirmant leur opposition aux 12 heures et réclamant une rencontre de tout le personnel de nuit avec la direction et les médecins de Pédiatrie. C'est à près de cent qu'ils se sont retrouvés à cette rencontre, devenue un véritable rassemblement. Certains d'entre eux sont revenus sur leurs repos, et beaucoup de femmes s'étaient organisées pour que leurs maris s'occupent des enfants plus tôt.

Auparavant, les agents avaient discuté entre eux et décidé tous ensemble de ne pas rentrer dans l'amphithéâtre si la direction refusait l'entrée aux délégués CGT, à qui ils avaient demandé de venir.

Ce rassemblement a été l'occasion de dire la fatigue en fin de nuit, qui fait risquer la faute et met le patient en danger. Avec les nuits de 10 heures, la fatigue est déjà telle lorsqu'on rentre le matin qu'il arrive à une puéricultrice de s'arrêter sur une aire d'autoroute pour dormir plutôt que de risquer l'accident. Comment alors travailler deux heures de plus ? Pour d'autres, ce travail de nuit en 10 heures est le seul horaire qui leur permet d'amener leurs enfants à l'école le matin et de les récupérer à la sortie.

Les représentants des médecins et de la direction n'ont fait que répéter que ce sont les agents de jour qui demandent les 12 heures. Les conditions de travail se sont tellement dégradées que la direction s'appuie sur l'épuisement et le

manque d'effectif pour leur faire miroiter les horaires en 12 heures comme la solution à tous les problèmes.

Certaines puéricultrices et aides-puéricultrices de jour présentes ont ainsi dit qu'elles ne pouvaient plus travailler six jours d'affilée en horaires de 7h48, et que les 12 heures leur permettraient d'être plus souvent en repos et de faire des économies d'essence et de temps, en venant moins à l'hôpital. Mais le fond du problème est le manque de personnel. Criant avant le Covid, il est encore plus important deux ans après, et les démissions se multiplient.

Après le succès de sa mobilisation, le personnel de nuit a discuté de la suite en assemblée générale, conscient que sa détermination a impressionné la direction mais qu'elle va de toute façon tenter de faire passer ses projets service par service. C'est bien en restant soudés que les travailleurs pourront la contraindre à abandonner son projet d'imposer les 12 heures aux équipes de nuit.

Correspondant LO

Pizzas contaminées : la bactérie du profit

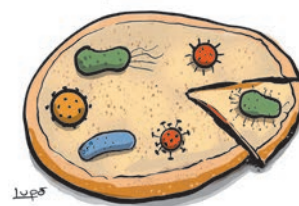
L'Agence de santé publique a confirmé le lien entre la consommation de pizzas surgelées de la gamme Fraïch'up de la marque Buitoni, une filiale de Nestlé, et des dizaines de cas graves de contamination à la bactérie E. coli. Une enquête pour homicide involontaire a été ouverte suite au décès de deux enfants.

Ces pizzas ont été fabriquées dans une usine à Caudry dans le Nord. Interrogés par des journalistes, d'anciens salariés ont témoigné de conditions sanitaires désastreuses : champignons sur les murs, peinture qui s'écaille sur des barres métalliques, huile moteur souillant les aliments et même présence de vers de farine sur les tapis de pâtes...

L'un d'entre eux affirme avoir prévenu la direction en vain durant 18 mois et conclut son récit en se disant surpris qu'un accident ne se soit pas produit plus tôt.

Une ancienne responsable de la sécurité des aliments chez Nestlé assure avoir réclamé en interne, sans succès, un renforcement des mesures sanitaires pendant quatre ans et avoir alerté le ministère de la Santé et la Commission européenne sans qu'aucune

PIZZA QUATRE POISONS



suite ne soit donnée.

Il a fallu cette épidémie pour que les journalistes donnent la parole à des travailleurs qui dénonçaient les risques sanitaires depuis des années.

Les salariés, présents à toutes les étapes de la chaîne de production, sont les mieux placés pour mettre fin à de tels scandales sanitaires. Imposer la levée du secret industriel qui empêche de dénoncer publiquement l'irresponsabilité capitaliste et ses conséquences est vraiment une mesure de santé publique.

David Mencas

Renault – Flins : il faut des transports collectifs

À Renault Flins, dans les Yvelines, des travailleurs ont manifesté contre la politique scandaleuse de la direction, qui voudrait faire des économies sur les transports collectifs pour venir à l'usine.



Depuis le début de l'année, après avoir supprimé l'équipe de nuit, les patrons ont organisé la production sur la seule équipe du matin. Il n'y a plus d'équipe d'après-midi pour la ligne de montage. Mais, à l'Emboutissage, en Tôlerie et au CDDA (pièces de rechange), des travailleurs sont encore en 2x8 et doivent donc venir une semaine sur deux à l'usine l'après-midi. Or, sur cet horaire, la direction a l'intention de supprimer purement et simplement six lignes de bus sur les dix-sept existantes. Elle prétendait même interdire aux travailleurs postés de prendre les

bus la semaine où ils sont du matin, au prétexte que le transport en bus est facturé au mois à chaque salarié, et qu'elle ne peut le faire à la semaine.

Obliger les travailleurs à dépenser davantage, au moment où le carburant flambe, où chacun se demande comment il va faire le plein de son réservoir, leur imposer de se débrouiller pour venir à l'usine autrement, à plus forte raison si l'on n'a pas le permis, cela témoigne d'un mépris insupportable. Depuis plusieurs jours déjà, dans les ateliers les discussions faisaient le plein.

Le mercredi 30 mars, une soixantaine de travailleurs étaient réunis sous les bureaux de la direction, à la suite d'un appel de la CGT à débrayer. Ils refusaient la suppression des lignes de bus, l'interdiction pour eux de les emprunter en horaire du matin, et cette prétendue impossibilité de facturer les transports collectifs à la semaine.

La direction n'a pas osé descendre de ses bureaux pour venir s'expliquer devant les travailleurs, qui n'attendaient qu'une chose : lui dire qu'ils n'étaient pas prêts à se laisser rouler, par exemple en payant un mois entier de bus tout en ne le prenant qu'une semaine sur deux.

Ces patrons, qui se contentaient de laisser entendre qu'ils devaient faire des économies, n'ont en tout cas pas réussi à faire celle d'un bon débrayage. Le lendemain 31 mars, à l'occasion d'une réunion, la direction a dû annoncer la possibilité pour les travailleurs en équipe du matin de prendre les bus, la facturation se faisant à la semaine. Quand on débraye bien à fond, ça l'aide à trouver la marche arrière.

Correspondant LO

Goodyear : l'industrialisation du profit

Pour Goodyear, un des leaders mondiaux des pneumatiques, c'est Noël à Pâques avec l'arrivée de 44,6 millions d'euros d'argent public.

Castex a tenu à annoncer ce cadeau à la multinationale pour moderniser son usine Dunlop d'Amiens, lors d'un récent déplacement dans le cadre du plan de relance et de la réindustrialisation de la France. Goodyear a pourtant fermé son usine d'Amiens-Nord en 2014 et envisage à présent de réduire de moitié la production de son usine de Montluçon dans l'Allier. Mais le gouvernement s'est rendu avec bonne grâce au nouveau chantage de la firme, qui met en concurrence ses usines européennes pour

récolter le maximum de subventions publiques.

Goodyear prétend que les investissements payés par l'État augmenteront la capacité de production de Dunlop-Amiens de 20 %. Il ne promet même pas de créer un seul emploi, juste de préserver pendant dix ans les 800 emplois de l'usine, si on veut bien le croire. Ces dizaines de millions iront grossir encore les 150 millions d'euros de bénéfice réalisés au quatrième trimestre 2021.

Lucien Déroit

Dassault : pépère, la retraite !

Charles Edelstenne, bientôt 85 ans, vient de rempiler pour deux années supplémentaires à la tête de la GIMD, holding de la famille Dassault. Cette holding regroupe Dassault Aviation, Dassault Système, Le Figaro, Immobilière Dassault, Artcurial et Dassault Wine Estate. Rien que ça ! La famille Dassault a ses hommes de confiance qui veillent sur son empire. Elle veille en retour à leur assurer une retraite dorée pour leurs vieux jours.

Extrait du bulletin du 28 mars de Dassault Argenteuil

QUI SOMMES-NOUS ?

Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste),
membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 0148108620 - SARL au capital de 7622,45 euros, durée quarante-vingt-dix-neuf ans à partir du 1^{er} janvier 2020 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12000 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n° 1024 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) - Dépôt légal avril 2022.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. On peut nous soutenir financièrement par carte bancaire sur notre site ou nous adresser un don par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte ouvrière, en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX. Merci d'indiquer lisiblement vos nom, pré-

nom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne peut verser

un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».



Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière Lutte de classe

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Ci-joint la somme de :
Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière : à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
Destination	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	25 €	50 €	18 €
Outre-mer avion	33 €	65 €	20 €
Reste du monde	43 €	85 €	25 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet
www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org
Vidéos www.lutte-ouvriere.org/multimedia
Audio-LO www.lutte-ouvriere-audio.org



Climat: le capital met en danger la planète

Lundi 4 avril, le GIEC (le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat) rendait compte du dernier volet de son sixième rapport d'évaluation sur les conséquences de l'évolution du climat, déréglé par les activités humaines et en particulier les rejets de gaz à effet de serre dans l'atmosphère.

Jusqu'ici, les avertissements de ces experts scientifiques, venus de toute la planète, sont restés sans effet. Chaque rapport est plus alarmiste que le précédent, et pour cause, car la situation dans le monde continue de s'aggraver. Ces experts pensent que les dérèglements climatiques causés par ces rejets sont tels qu'il ne sera plus possible de les arrêter. On ne pourra qu'en limiter les effets à condition, disent-ils, d'un changement radical du comportement des États et des multinationales. Mais est-il seulement réaliste et raisonnable d'attendre aujourd'hui plus qu'hier quoi que ce soit des gouvernants de la planète?

La première grande conférence internationale pour lutter contre les dérèglements climatiques causés par l'empoisonnement de l'atmosphère, la pollution des mers, etc., a eu lieu il y a déjà vingt-cinq ans, en 1997 à Kyoto, au Japon. Les dirigeants du monde promettaient alors un changement radical... à l'horizon 2012. En 2012, le constat était déjà que tout avait empiré. En 2015, c'était le nouvel accord, « historique » lui aussi, l'accord de Paris, mais sans plus de conséquences. Les rapports du GIEC, censés servir de référence depuis 1980 à l'action de l'ONU,

n'ont pas plus servi que l'ONU elle-même. Mais ils ont au moins le mérite de poser les problèmes de la préservation de la vie pour des centaines de millions d'habitants de la Terre, voire pour l'humanité tout entière.

Cette destruction inexorable a une seule cause: le fait que l'économie est aux mains des grands trusts mondiaux, détenus par une poignée de riches multimilliardaires. Soutenus par les États de la planète, tous à leur service, ils ne prennent leurs décisions qu'en fonction des profits qu'ils peuvent en attendre. Ils savent tout du sujet climatique, peuvent même pérorer sur le sujet, le soir, assis dans leurs villas de luxe; mais, le matin, ils attendront de leurs exécutants les résultats de leurs gains financiers. Et cela « quoi qu'il en coûte » à la planète.

La course mortifère au profit touche toutes les branches de la production. Les forêts, qui sont pourtant définies depuis des décennies comme un réservoir vital pour la préservation de l'atmosphère, ont vu disparaître des centaines de milliers d'hectares. Leur abattage massif dans le monde est l'œuvre des compagnies américaines, françaises, allemandes, canadiennes, néo-zélandaises,

australienne. Les pays dévastés sont la Nouvelle-Guinée, toute l'Afrique, premier réservoir mondial de forêts, avec une prédilection pour le Gabon, étroitement lié à la France capitaliste dont les dirigeants osent se présenter comme des défenseurs de la nature. Mais c'est aussi toute l'Amérique latine, avec en premier lieu les pays qui touchent l'Amazonie. Une bonne partie de l'Asie l'est aussi, avec l'Indonésie qui a vu ses forêts dévastées pour laisser place aux cultures destinées à l'huile de palme dont les industriels sont si friands.

Dans d'autres secteurs de cette économie anarchique, où les possesseurs de gros capitaux ont le droit de faire ce qu'ils veulent, les dégâts dans l'atmosphère et la pollution des mers s'aggravent. La fameuse expression « après moi le déluge » est l'illustration parfaite du comportement des magnats qui dominent le monde et son économie.

Les convaincre, eux et leurs États, d'avoir une autre attitude que leur irresponsabilité criminelle d'aujourd'hui, c'est de l'inconscience pour certains et un mensonge grossier pour d'autres. Le seul remède à appliquer à une telle société est de renverser la classe capitaliste qui la dirige. Pour satisfaire les besoins de l'humanité tout en sauvegardant le climat et la planète, l'économie doit être planifiée à l'échelle mondiale, sous le contrôle des travailleurs et ceux-ci doivent prendre le pouvoir.

Paul Sorel

États-Unis : des travailleurs d'Amazon imposent leur syndicat

Vendredi 1er avril, à New York, les travailleurs du grand dépôt Amazon « JFK8 » employant 8000 salariés ont réussi à obtenir la reconnaissance du premier syndicat d'Amazon aux États-Unis. Biden s'est même permis de les féliciter, sans pour autant avoir bougé le petit doigt pour appuyer leur lutte face à la multinationale.

Aux États-Unis, les conditions pour faire reconnaître un syndicat varient selon les États, mais la loi reste toujours très défavorable aux travailleurs. Il faut notamment obtenir qu'un vote soit organisé et que le syndicat obtienne la majorité. Cela fournit au patron bien des occasions de faire du chantage et de combattre les initiatives des premiers travailleurs cherchant à s'organiser.

La victoire obtenue par les travailleurs de JFK8 est d'autant plus marquante que la direction d'Amazon mène une guerre ouverte contre toute tentative d'organisation ouvrière, une guerre que le milliardaire Jeff Bezos avait jusque-là toujours réussi à gagner.

L'autre aspect marquant est que cette bataille a été menée par un petit groupe de travailleurs indépendamment des grandes centrales syndicales, autour d'un ouvrier afro-américain de 33 ans. Après avoir réclamé pendant la pandémie la mise en place de mesures sanitaires dans l'entrepôt et organisé une manifestation avec certains de ses collègues, il avait été licencié par Amazon... pour non-respect des mesures de distanciation ! La direction

l'avait fait arrêter ensuite par la police parce qu'il revenait voir ses collègues aux portes de l'entrepôt.

Après onze mois à affronter la campagne de propagande de la direction auprès des salariés, celle-ci dépensant 4,3 millions de dollars à l'échelle du pays auprès de consultants spécialisés en lutte antisyndicale, la création du syndicat a été approuvée par 55 % des suffrages.

Ce succès fait suite à la reconnaissance en décembre du premier syndicat chez Starbucks aux États-Unis, et les travailleurs espèrent que leur victoire fera bouler de neige : un autre vote est en cours dans l'entrepôt Amazon d'Alabama où le premier vote en 2021 n'avait pas abouti à la reconnaissance d'un syndicat. Un vote devrait aussi avoir lieu fin avril dans un centre de tri Amazon de New York

« Si un chômeur comme moi peut le faire, alors tout le monde peut le faire », a déclaré le travailleur à l'origine du syndicat qui vient de remporter une victoire. La direction du second plus important employeur des États-Unis a fait savoir sa « déception » face à la détermination des travailleurs.

Sacha Kami

